

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 466

[2009/200413]

**12 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux subventions " Horizon Europe " portant sur la préparation, le dépôt et la négociation de projets de recherche, de développement ou d'innovation dans le cadre de partenariats internationaux**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, en ses articles 107 et 108;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 1998 relatif aux subventions pour la préparation et le dépôt de projets de recherche européens, modifié par les arrêtés des 16 octobre 2003 et 15 avril 2005;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés les 11 juillet 2008 et 16 octobre 2008;

Vu les accords du Ministre du Budget, donnés les 17 juillet 2008 et 23 octobre 2008;

Vu l'avis du Conseil de la politique scientifique, donné le 18 septembre 2008, et entériné par le Conseil économique et social de la Région wallonne le 29 septembre 2008;

Vu l'avis n° 45.432/4 du Conseil d'Etat, donné le 1<sup>er</sup> décembre 2008 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° " le décret " : le décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie;

2° " administration " : les services administratifs du Gouvernement chargés des actions de la Région wallonne en matière de technologies nouvelles et de recherche;

3° " les programmes européens " : les programmes européens qui octroient des subventions en application du/des :

a. 7<sup>e</sup> programme-cadre, à savoir le programme visé par la Décision n° 1982/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 relative au septième programme-cadre de l'Union européenne pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013);

b. Initiatives Technologiques Conjointes, à savoir les partenariats public-privé à long terme adoptés sur la base de l'article 171 du Traité UE ou sur la base des décisions arrêtant les programmes spécifiques conformément à l'article 166, § 3, du Traité UE et visés à l'annexe 1<sup>re</sup> de la Décision n° 1982/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 relative au septième programme-cadre de la Communauté européenne pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013);

c. Era-Net, à savoir les programmes de coordination de programmes de recherche non communautaires visés à l'annexe 1<sup>re</sup> de la Décision n° 1982/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 relative au septième programme-cadre de la Communauté européenne pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013);

d. Programmes de recherche mis en œuvre par les autorités européennes sur la base de l'article 169 du Traité UE, auxquels la Région wallonne participe, et visés à l'annexe 1<sup>re</sup> de la Décision n° 1982/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 relative au septième programme-cadre de la Communauté européenne pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013);

4° " Eurêka " : l'initiative intergouvernementale Eurêka visée par la déclaration de Hanovre du 6 novembre 1985;

5° " le promoteur " : une ou plusieurs personnes morales autorisées à solliciter une aide en vertu du décret;

6° " petite entreprise ", " moyenne entreprise ", " unité universitaire ", " unité de haute école ", " centre de recherche agréé ", " partenariats internationaux " : ces termes tels que les définit le décret;

7° " règles de participation du 7<sup>e</sup> programme-cadre " : les règles contenues dans le Règlement (CE) n° 1906/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 définissant les règles de participation des entreprises, des centres de recherche et des universités pour la mise en œuvre du septième programme-cadre de la Communauté européenne et fixant les règles de diffusion des résultats de la recherche (2007-2013).

## CHAPITRE II. — Des subventions " Horizon Europe " relatives aux programmes européens

**Art. 2.** Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement accorde des subventions, dénommées " Horizon Europe ", couvrant certaines dépenses exposées pour préparer, déposer et négocier certains projets visés par les programmes européens.

**Art. 3.** Les promoteurs bénéficiant des subventions visées à l'article 2 sont :

1° les petites entreprises et les moyennes entreprises;

2° les centres de recherche agréés;

3° les unités universitaires;

4° les unités de hautes écoles.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Un promoteur peut bénéficier d'une subvention " Horizon Europe " pour préparer, déposer et négocier tout projet répondant à chacune des conditions suivantes :

1. le projet est déposé auprès des autorités européennes ou des autorités dont relève le projet en réponse à un appel à propositions émanant de celles-ci dans le cadre d'un des programmes visés à l'article 1<sup>er</sup>, 3°, a), b), c), ou d) ;

2. le promoteur ne bénéficie pas, pour ce même projet, d'une aide qui a en tout ou en partie un objet identique ou similaire à celui de la subvention " Horizon Europe " et qui est accordée par une entité de droit public quelconque, belge, étrangère ou internationale;

3. s'il s'agit d'un appel à proposition dans le cadre du 7<sup>e</sup> programme-cadre, le projet répond aux deux conditions suivantes :

a) le projet relève soit du programme spécifique " Coopération " à l'exception de la catégorie " Science socio-économiques et humaines ", soit du programme spécifique " Capacités " pour sa catégorie " Recherche au profit des P.M.E. " et " recherche au bénéfice des associations de P.M.E. ";

b) le projet relève des régimes de financement ou des instruments " Projets en collaboration ", " Actions de coordination et de soutien " ou " Projets à destination de groupe spécifique, tels les projets P.M.E. ", à l'exclusion des " Réseaux d'excellence ".

§ 2. Si un même projet est évalué et sélectionné par les autorités européennes ou les autorités dont relève le projet en deux étapes, le promoteur ne peut bénéficier que d'une subvention " Horizon Europe " pour l'ensemble de ces étapes.

**Art. 5.** Lorsque le promoteur est une petite entreprise ou une moyenne entreprise, un centre de recherche agréé ou une unité de haute école, il ne peut bénéficier de plus de deux subventions " Horizon Europe " portant sur des projets déposés en réponse à un même appel à propositions portant sur une action d'un programme européen.

Par dérogation à l'alinéa précédent, en cas de fusion de centres de recherche agréés, la limitation est fixée à quatre subventions " Horizon Europe " portant sur des projets déposés en réponse à un même appel à propositions portant sur une action d'un programme européen.

**Art. 6.** Lorsque le promoteur est coordonnateur du projet au sens de l'article 24 des règles de participation du 7<sup>e</sup> programme-cadre, les dépenses admissibles sont celles qu'il expose spécifiquement pour préparer, déposer et négocier le projet, limitées aux éléments suivants :

1<sup>o</sup> la rémunération du personnel du promoteur chargé du secrétariat ou du personnel extérieur chargé de ce secrétariat, pour un montant forfaitaire de cinq mille euros lorsque le coordonnateur du projet est un centre de recherche agréé, une unité universitaire ou une unité de hautes écoles. Ce montant est porté à sept mille euros lorsque le coordonnateur du projet est une petite entreprise ou une moyenne entreprise;

2<sup>o</sup> les autres frais de secrétariat, pour un montant forfaitaire de cinq cents euros;

3<sup>o</sup> les frais de traductions que le promoteur fait réaliser en exécution d'un contrat de services;

4<sup>o</sup> les frais de prestations en matière juridique que le promoteur fait réaliser en exécution d'un contrat de services;

5<sup>o</sup> les frais de déplacements en Belgique de membres du personnel du promoteur, déterminés conformément à la réglementation wallonne en matière de frais de parcours;

6<sup>o</sup> à l'exception des colloques internationaux, les frais de missions à l'étranger de deux membres du personnel du promoteur au maximum, comprenant :

a) les frais de déplacement;

b) les frais de logement, à concurrence de 2 nuitées maximum, et les frais de petit déjeuner;

c) les frais de subsistance, correspondant au " per diem " visé par la réglementation wallonne en matière de missions à l'étranger.

Les éléments énumérés ci-avant financés sous la forme d'une aide ou d'un marché par une entité de droit public quelconque, belge, étrangère ou internationale ne font pas partie des dépenses admissibles.

La subvention " Horizon Europe " couvre en totalité les dépenses admissibles. Toutefois, son montant ne peut excéder dix mille euros lorsque le coordonnateur du projet est un centre de recherche agréé, une unité universitaire ou une unité de hautes écoles. Ce montant est porté à douze mille euros lorsque le coordonnateur du projet est une petite entreprise ou une moyenne entreprise.

**Art. 7.** Lorsque le promoteur est une petite ou une moyenne entreprise et qu'il n'est pas coordonnateur du projet au sens de l'article 24 des règles de participation du 7<sup>e</sup> programme-cadre, les dépenses admissibles sont celles qu'il expose spécifiquement pour préparer, déposer et négocier le projet, limitées aux éléments suivants :

1<sup>o</sup> la rémunération du personnel du promoteur chargé du secrétariat ou du personnel extérieur chargé de ce secrétariat, pour un montant forfaitaire de trois mille cinq cents euros;

2<sup>o</sup> les autres frais de secrétariat, pour un montant forfaitaire de trois cent cinquante euros;

3<sup>o</sup> les frais de traductions que le promoteur fait réaliser en exécution d'un contrat de services;

4<sup>o</sup> les frais de prestations en matière juridique que le promoteur fait réaliser en exécution d'un contrat de services;

5<sup>o</sup> les frais de déplacements en Belgique de membres du personnel du promoteur, déterminés conformément à la réglementation wallonne en matière de frais de parcours;

6<sup>o</sup> à l'exception des colloques internationaux, les frais de missions à l'étranger de deux membres du personnel du promoteur au maximum, comprenant :

a) les frais de déplacement;

b) les frais de logement, à concurrence de 2 nuitées maximum, et les frais de petit déjeuner;

c) les frais de subsistance, correspondant au " per diem " visé par la réglementation wallonne en matière de missions à l'étranger.

Les éléments énumérés ci-avant financés sous la forme d'une aide ou d'un marché par une entité de droit public quelconque, belge, étrangère ou internationale ne font pas partie des dépenses admissibles.

La subvention " Horizon Europe " couvre en totalité les dépenses admissibles. Toutefois, son montant ne peut excéder sept mille euros.

**Art. 8.** Lorsque le promoteur est un centre de recherche agréé, une unité universitaire ou une unité de haute école, et n'est pas coordonnateur du projet au sens de l'article 24 des règles de participation du 7<sup>e</sup> programme-cadre, les dépenses admissibles sont celles qu'il expose spécifiquement pour préparer, déposer et négocier le projet, limitées aux éléments suivants :

1<sup>o</sup> la rémunération du personnel du promoteur chargé du secrétariat ou du personnel extérieur chargé de ce secrétariat, pour un montant forfaitaire de mille sept cent cinquante euros;

2<sup>o</sup> les autres frais de secrétariat, pour un montant forfaitaire de cent septante-cinq euros;

3<sup>o</sup> les frais de traductions que le promoteur fait réaliser en exécution d'un contrat de services;

4<sup>o</sup> les frais de prestations en matière juridique que le promoteur fait réaliser en exécution d'un contrat de services;

5<sup>o</sup> les frais de déplacements en Belgique de membres du personnel du promoteur, déterminés conformément à la réglementation wallonne en matière de frais de parcours;

6° à l'exception des colloques internationaux, les frais de missions à l'étranger de deux membres du personnel du promoteur au maximum, comprenant :

- a) les frais de déplacement;
- b) les frais de logement, à concurrence de 2 nuitées maximum, et les frais de petit déjeuner;
- c) les frais de subsistance, correspondant au " per diem " visé par la réglementation wallonne en matière de missions à l'étranger.

Les éléments énumérés ci-avant financés sous la forme d'une aide ou d'un marché par une entité de droit public quelconque, belge, étrangère ou internationale ne font pas partie des dépenses admissibles.

La subvention " Horizon Europe " couvre en totalité les dépenses admissibles. Toutefois, son montant ne peut excéder trois mille cinq cents euros.

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** Dans les 240 jours suivant la date du dépôt du projet auprès des autorités européennes ou des autorités dont relève le projet, le promoteur adresse à l'administration une demande de subvention " Horizon Europe " comprenant :

1. son nom, sa forme juridique, son adresse, son numéro de compte financier et les coordonnées de la personne à contacter si nécessaire;
2. une copie du projet déposé, indiquant notamment l'action de l'Union européenne visée;
3. une attestation de la date du dépôt du projet émanant des autorités européennes ou des autorités dont relève le projet;
4. une déclaration de créance détaillant les dépenses admissibles exposées, accompagnée, le cas échéant, des pièces justificatives suivantes :
  - a) les factures relatives aux frais de traduction;
  - b) le relevé des frais de déplacements en Belgique;
  - c) les factures relatives aux déplacements à l'étranger, accompagnées des pièces attestant du nombre de nuitées;
  - d) les factures relatives aux prestations en matière juridique.

L'administration instruit la demande sur base de la copie simple des pièces justificatives. Néanmoins, si l'administration le requiert, le promoteur est tenu de transmettre ses pièces justificatives originales.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le délai de 240 jours prévu au même paragraphe est porté à 360 jours lorsque le projet est évalué et sélectionné par les autorités européennes ou les autorités dont relève le projet en deux étapes.

**Art. 10.** Dès que l'administration reçoit un dossier visé à l'article 9, elle adresse un accusé de réception au promoteur. Si le promoteur n'a pas respecté le délai visé au même article, elle l'informe qu'elle ne peut prendre le dossier en considération.

Dans les soixante jours suivant la réception régulière du dossier, l'administration détermine les dépenses admissibles sur la base des éléments y figurant et fait mettre la subvention " Horizon Europe " en liquidation.

### CHAPITRE III. — Des subventions " Horizon Europe " relatives à Eurêka

**Art. 11.** Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement accorde des subventions, dénommées " Horizon Europe ", couvrant certaines dépenses exposées pour préparer, déposer et négocier certains projets en vue d'obtenir le label Eurêka.

**Art. 12.** Les promoteurs bénéficiant des subventions visées à l'article 11 sont :

1. les petites entreprises et les moyennes entreprises;
2. les centres de recherche agréés;
3. les unités universitaires;
4. les unités de hautes écoles.

**Art. 13.** Un promoteur peut bénéficier d'une subvention " Horizon Europe " pour préparer, déposer et négocier tout projet répondant aux conditions suivantes :

1. le projet est déposé auprès du Secrétariat Eurêka afin d'obtenir le label Eurêka;
2. le promoteur ne bénéficie pas, pour ce même projet, d'une aide qui a en tout ou en partie un objet identique ou similaire à celui de la subvention " Horizon Europe " et qui est accordée par une entité de droit public quelconque, belge, étrangère ou internationale.

**Art. 14.** Lorsque le promoteur est une petite entreprise ou une moyenne entreprise, un centre de recherche agréé ou une unité de haute école, il ne peut bénéficier de plus de deux subventions " Horizon Europe " portant sur des projets déposés auprès du Secrétariat Eurêka au cours d'une même année civile.

Par dérogation à l'alinéa précédent, en cas de fusion de centres de recherche agréés, la limitation est fixée à quatre subventions " Horizon Europe " portant sur des projets déposés auprès du Secrétariat Eurêka au cours d'une même année civile.

**Art. 15.** Lorsque le promoteur est partenaire principal du projet au sens d'Eurêka, les dépenses admissibles sont celles qu'il expose spécifiquement pour préparer, déposer et négocier le projet, limitées aux éléments suivants :

- 1° la rémunération du personnel du promoteur chargé du secrétariat ou du personnel extérieur chargé de ce secrétariat, pour un montant forfaitaire de cinq mille euros lorsque le partenaire principal du projet est un centre de recherche agréé, une unité universitaire ou une unité de hautes écoles. Ce montant est porté à sept mille euros lorsque le partenaire principal du projet est une petite entreprise ou une moyenne entreprise;
- 2° les autres frais de secrétariat, pour un montant forfaitaire de cinq cents euros;
- 3° les frais de traductions que le promoteur fait réaliser en exécution d'un contrat de services;
- 4° les frais de prestations en matière juridique que le promoteur fait réaliser en exécution d'un contrat de services;
- 5° les frais de déplacements en Belgique de membres du personnel du promoteur, déterminés conformément à la réglementation wallonne en matière de frais de parcours;

6° à l'exception des colloques internationaux, les frais de missions à l'étranger de deux membres du personnel du promoteur au maximum, comprenant :

- a) les frais de déplacement;
- b) les frais de logement, à concurrence de 2 nuitées maximum, et les frais de petit déjeuner;
- c) les frais de subsistance, correspondant au " per diem " visé par la réglementation wallonne en matière de missions à l'étranger.

Les éléments énumérés ci-avant financés sous la forme d'une aide ou d'un marché par une entité de droit public quelconque, belge, étrangère ou internationale ne font pas partie des dépenses admissibles.

La subvention " Horizon Europe " couvre en totalité les dépenses admissibles. Toutefois, son montant ne peut excéder dix mille euros lorsque le partenaire principal du projet est un centre de recherche agréé, une unité universitaire ou une unité de hautes écoles. Ce montant est porté à douze mille euros lorsque le partenaire principal du projet est une petite entreprise ou une moyenne entreprise.

**Art. 16.** Lorsque le promoteur est une petite entreprise ou une moyenne entreprise et n'est pas partenaire principal du projet au sens d'Eurêka, les dépenses admissibles sont celles qu'il expose spécifiquement pour préparer, déposer et négocier le projet, limitées aux éléments suivants :

- 1° la rémunération du personnel du promoteur chargé du secrétariat ou du personnel extérieur chargé de ce secrétariat, pour un montant forfaitaire de trois mille cinq cents euros;
- 2° les autres frais de secrétariat, pour un montant forfaitaire de trois cent cinquante euros;
- 3° les frais de traductions que le promoteur fait réaliser en exécution d'un contrat de services;
- 4° les frais de prestations en matière juridique que le promoteur fait réaliser en exécution d'un contrat de services;
- 5° les frais de déplacements en Belgique de membres du personnel du promoteur, déterminés conformément à la réglementation wallonne en matière de frais de parcours;
- 6° à l'exception des colloques internationaux, les frais de missions à l'étranger de deux membres du personnel du promoteur au maximum, comprenant :
  - a) les frais de déplacement;
  - b) les frais de logement, à concurrence de 2 nuitées maximum, et les frais de petit déjeuner;
  - c) les frais de subsistance, correspondant au " per diem " visé par la réglementation wallonne en matière de missions à l'étranger.

Les éléments énumérés ci-avant financés sous la forme d'une aide ou d'un marché par une entité de droit public quelconque, belge, étrangère ou internationale ne font pas partie des dépenses admissibles.

La subvention " Horizon Europe " couvre en totalité les dépenses admissibles. Toutefois, son montant ne peut excéder sept mille euros.

**Art. 17.** Lorsque le promoteur est un centre de recherche agréé ou une unité universitaire ou de haute école, et n'est pas partenaire principal du projet au sens d'Eurêka, les dépenses admissibles sont celles qu'il expose spécifiquement pour préparer, déposer et négocier le projet, limitées aux éléments suivants :

- 1° la rémunération du personnel du promoteur chargé du secrétariat ou du personnel extérieur chargé de ce secrétariat, pour un montant forfaitaire de mille sept cent cinquante euros;
- 2° les autres frais de secrétariat, pour un montant forfaitaire de cent septante-cinq euros;
- 3° les frais de traductions que le promoteur fait réaliser en exécution d'un contrat de services;
- 4° les frais de prestations en matière juridique que le promoteur fait réaliser en exécution d'un contrat de services;
- 5° les frais de déplacements en Belgique de membres du personnel du promoteur, déterminés conformément à la réglementation wallonne en matière de frais de parcours;
- 6° à l'exception des colloques internationaux, les frais de missions à l'étranger de deux membres du personnel du promoteur au maximum, comprenant :
  - a) les frais de déplacement;
  - b) les frais de logement, à concurrence de 2 nuitées maximum, et les frais de petit déjeuner;
  - c) les frais de subsistance, correspondant au " per diem " visé par la réglementation wallonne en matière de missions à l'étranger.

Les éléments énumérés ci-avant financés sous la forme d'une aide ou d'un marché par une entité de droit public quelconque, belge, étrangère ou internationale ne font pas partie des dépenses admissibles.

La subvention " Horizon Europe " couvre en totalité les dépenses admissibles. Toutefois, son montant ne peut excéder trois mille cinq cents euros.

**Art. 18.** Dans les 240 jours suivant la date du dépôt du projet auprès du Secrétariat Eurêka, le promoteur adresse à l'administration une demande de subvention " Horizon Europe " comportant :

1. son nom, sa forme juridique, son adresse, son numéro de compte financier et les coordonnées de la personne à contacter si nécessaire;
2. une copie du projet déposé auprès du Secrétariat Eurêka;
3. une attestation de la date du dépôt du projet auprès du Secrétariat Eurêka;
4. une déclaration de créance détaillant les dépenses admissibles exposées, accompagnée, le cas échéant, des pièces justificatives suivantes :
  - a) les factures relatives aux frais de traduction;
  - b) le relevé des frais de déplacements en Belgique;
  - c) les factures relatives aux déplacements à l'étranger, accompagnées des pièces attestant du nombre de nuitées;
  - d) les factures relatives aux prestations en matière juridique.

L'administration instruit la demande sur base de la copie simple des pièces justificatives.

Néanmoins, si l'administration le requiert, le promoteur est tenu de transmettre ses pièces justificatives originales.

**Art. 19.** Dès que l'administration reçoit un dossier visé à l'article 18, elle adresse un accusé de réception au promoteur. Si le promoteur n'a pas respecté le délai visé au même article, elle l'informe qu'elle ne peut prendre le dossier en considération.

Dans les soixante jours suivant la réception régulière du dossier, l'administration détermine les dépenses admissibles sur la base des éléments y figurant et fait mettre la subvention " Horizon Europe " en liquidation.

CHAPITRE IV. — *Délégation de pouvoirs*

**Art. 20.** Délégation est accordée au directeur général de l'administration pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux subventions visées par le présent arrêté.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 21.** Si un délai vient à échéance, soit entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 août, soit entre le 21 décembre et le 31 décembre, l'échéance est reportée respectivement au 30 septembre et au 31 janvier suivant immédiatement la période précitée.

Lorsqu'un délai vient à expiration un samedi, un dimanche ou un jour férié, l'échéance est reportée au plus prochain jour ouvrable

**Art. 22.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 1998 relatif aux subventions pour la préparation et le dépôt de projets de recherche européens est abrogé.

**Art. 23.** Le présent arrêté produit ses effets le 26 novembre 2008.

**Art. 24.** Le Ministre de la Recherche et des Technologies nouvelles est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 décembre 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 466

[2009/200413]

**12. DEZEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Subventionen "Horizon Europe", die die Vorbereitung, die Hinterlegung und die Verhandlung von Forschungs-, Entwicklungs- oder Innovationsprojekten im Rahmen von internationalen Partnerschaften betreffen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie, insbesondere seiner Artikel 107 und 108;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 1998 über die Subventionen für die Vorbereitung und die Hinterlegung von europäischen Forschungsprojekten, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 und vom 15. April 2005 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der am 11. Juli 2008 und am 16. Oktober 2008 abgegebenen Gutachten der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 17. Juli 2008 und am 23. Oktober 2008 gegebenen Einverständnisse des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 18. September 2008 abgegebenen Gutachtens des Rats für die Wissenschaftspolitik, das am 29. September 2008 vom Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region bestätigt worden ist;

Aufgrund des am 1. Dezember 2008 vom Staatsrat in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1<sup>o</sup>, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 45.432/4;

Auf Vorschlag der Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1<sup>o</sup> "das Dekret": das Dekret vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie;

2<sup>o</sup> "Verwaltung": die administrativen Dienststellen der Regierung, die mit den Aktionen der Wallonischen Region auf dem Gebiet der neuen Technologien und der Forschung beauftragt sind;

3<sup>o</sup> "die europäischen Programme": die europäischen Programme, durch die Subventionen gewährt werden, dies in Anwendung:

a. des 7. Rahmenprogramms, d.h. das im Beschluss Nr. 1982/2006/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Dezember 2006 über das Siebte Rahmenprogramm der Europäischen Union im Bereich der Forschung, technologischen Entwicklung und Demonstration (2007-2013) erwähnte Programm;

b. der Gemeinsamen Technologieinitiativen, d.h. die langfristigen öffentlich-privaten Partnerschaften, die auf der Grundlage von Artikel 171 des EU-Vertrags oder auf der Grundlage der Beschlüsse zur Festlegung der spezifischen Programme gemäß Artikel 166, § 3, des EU-Vertrags verabschiedet worden sind und die in der Anlage 1 zum Beschluss Nr. 1982/2006/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Dezember 2006 über das Siebte Rahmenprogramm der Europäischen Gemeinschaft im Bereich der Forschung, technologischen Entwicklung und Demonstration (2007-2013) erwähnt werden;

c. des "Era-Net", d.h. die Programme zur Koordinierung von nicht gemeinschaftlichen Forschungsprogrammen, die in der Anlage 1 zum Beschluss Nr. 1982/2006/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Dezember 2006 über das Siebte Rahmenprogramm der Europäischen Gemeinschaft im Bereich der Forschung, technologischen Entwicklung und Demonstration (2007-2013) erwähnt werden;

d. der Forschungsprogramme, die durch die europäischen Behörden auf der Grundlage von Artikel 169 des EU-Vertrags in die Wege geleitet werden, an denen die Wallonische Region beteiligt ist und die in der Anlage 1 zum Beschluss Nr. 1982/2006/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Dezember 2006 über das Siebte Rahmenprogramm der Europäischen Gemeinschaft im Bereich der Forschung, technologischen Entwicklung und Demonstration (2007-2013) erwähnt werden;

4<sup>o</sup> "Eureka": die zwischenstaatliche Eureka-Initiative, die in der Erklärung von Hannover vom 6. November 1985 angeführt wird;

5<sup>o</sup> "der Projektträger": eine oder mehrere juristische Personen, die kraft des Dekrets zur Beantragung einer Beihilfe ermächtigt sind;

6° "Kleinunternehmen", "Mittelunternehmen", "Universitätseinheit", "Hochschuleinheit", "zugelassenes Forschungszentrum", "internationale Partnerschaften": diese Wörter so wie sie in dem Dekret bestimmt werden;

7° "Beteiligungsregeln für das 7. Rahmenprogramm": Die Regeln, die in der Verordnung (EG) Nr. 1906/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Dezember 2006 zur Festlegung der Regeln für die Beteiligung von Unternehmen, Forschungszentren und Hochschulen an Maßnahmen des Siebten Rahmenprogramms sowie für die Verbreitung der Forschungsergebnisse (2007-2013) angeführt sind.

#### KAPITEL II — Die Subventionen "Horizon Europe" in Bezug auf die europäischen Programme

**Art. 2** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt die Regierung "Horizon Europe" genannte Subventionen, die bestimmte Ausgaben decken, die getätigt werden, um bestimmte durch die europäischen Programme betroffene Projekte vorzubereiten, zu hinterlegen und zu verhandeln.

**Art. 3** - Die Projektträger, die in Artikel 2 erwähnte Subventionen in Anspruch nehmen, sind folgende:

- 1° die Klein- und Mittelunternehmen;
- 2° die zugelassenen Forschungszentren;
- 3° die Universitätseinheiten;
- 4° die Hochschuleinheiten.

**Art. 4** - § 1. Ein Projektträger kann eine Subvention "Horizon Europe" in Anspruch nehmen, um jegliches Projekt vorzubereiten, zu hinterlegen und zu verhandeln, das jeder der folgenden Bedingungen genügt:

1. das Projekt wird bei den europäischen Behörden oder den Behörden, von denen das Projekt abhängt, in Beantwortung eines von ihnen stammenden Aufrufes zur Einreichung von Angeboten im Rahmen eines der in Artikel 1, 3°, a), b), c) oder d) erwähnten Programme hinterlegt;

2. der Projektträger nimmt für dieses selbe Projekt keine Beihilfe in Anspruch, die ganz oder teilweise einen identischen oder vergleichbaren Gegenstand wie denjenigen der Subvention "Horizon Europe" hat und die durch irgend eine belgische, ausländische oder internationale Einrichtung öffentlichen Rechts gewährt wird;

3. wenn es sich um einen Aufruf zur Einreichung von Angeboten im Rahmen des 7. Rahmenprogramms handelt, genügt das Projekt den beiden nachstehenden Bedingungen:

a) das Projekt fällt entweder unter das spezifische Programm "Zusammenarbeit" mit Ausnahme der Kategorie "Sozial-, Wirtschafts- und Geisteswissenschaften" oder unter das spezifische Programm "Kapazitäten" für seine Kategorie "Forschung zugunsten von K.M.U." und "Forschung zugunsten der Verbundprojekte (Vereinigungen von K.M.U.)";

b) das Programm unterliegt den Finanzierungssystemen oder den Instrumenten "Projekte in Zusammenarbeit", "Koordinierungs- und Unterstützungsmaßnahmen" oder "Projekte zugunsten von spezifischen Gruppen wie die K.M.U.-Projekte", mit Ausnahme der "Benchmarks für Exzellenz".

§ 2. Wenn ein und dasselbe Projekt durch die europäischen Behörden oder die Behörden, von denen es abhängt, in zwei Stufen bewertet und ausgewählt wird, kann der Projektträger nur eine Subvention "Horizon Europe" für diese gesamten Schritte in Anspruch nehmen.

**Art. 5** - Wenn der Projektträger ein Klein- bzw. Mittelunternehmen, ein zugelassenes Forschungszentrum oder eine Hochschuleinheit ist, kann er nicht mehr als zwei Subventionen "Horizon Europe", die Projekte betreffen, die in Beantwortung eines und desselben Aufrufs zur Einreichung von Angeboten in Bezug auf eine Aktion eines europäischen Programms hinterlegt werden, in Anspruch nehmen.

In Abweichung vom vorigen Absatz wird die Grenze bei einer Fusion von zugelassenen Forschungszentren auf vier Subventionen "Horizon Europe" festgesetzt, die Projekte betreffen, die in Beantwortung eines und desselben Aufrufs zur Einreichung von Angeboten in Bezug auf eine Aktion eines europäischen Programms hinterlegt werden.

**Art. 6** - Wenn der Projektträger das Projekt im Sinne von Artikel 24 der Beteiligungsregeln für das 7. Rahmenprogramm koordiniert, sind die zulässigen Ausgaben diejenigen, die er spezifisch für die Vorbereitung, Hinterlegung und Verhandlung des Projekts tätigt, wobei diese Ausgaben auf folgende Posten beschränkt sind:

1° die Entlohnung des mit dem Sekretariat beauftragten Personals des Projektträgers oder des mit diesem Sekretariat beauftragten auswärtigen Personals, dies in Höhe eines Pauschalbetrags von fünftausend Euro, wenn der Koordinator des Projekts ein zugelassenes Forschungszentrum, eine Universitäts- oder Hochschuleinheit ist. Dieser Betrag wird auf siebentausend Euro erhöht, wenn der Koordinator des Projekts ein Klein- oder Mittelunternehmen ist;

2° die sonstigen Sekretariatskosten für einen Pauschalbetrag von fünfhundert Euro;

3° die Kosten für Übersetzungen, die der Projektträger in Ausführung eines Dienstleistungsvertrags ausfertigen lässt;

4° die Kosten für die Dienstleistungen im juristischen Bereich, die der Projektträger im Rahmen eines Dienstleistungsvertrags durchführen lässt;

5° die Kosten für die Dienstreisen in Belgien der Personalmitglieder des Projektträgers, wobei diese aufgrund der einschlägigen wallonischen Regelungen festgelegt werden;

6° mit Ausnahme der internationalen Kolloquien, die Kosten für Auslandsmissionen von höchstens zwei Personalmitgliedern des Projektträgers, d.h.

a) die Fahrt- bzw. Reisekosten;

b) die Übernachtungskosten in Höhe von höchstens zwei Übernachtungen und die Frühstückskosten;

c) die Verpflegungskosten, die dem "per diem"-Betrag entsprechen, der durch die wallonische Regelung in Sachen Auslandsmissionen gewährt wird.

Die oben angeführten Elemente, die durch irgend eine belgische, ausländische oder internationale Einrichtung öffentlichen Rechts in Form von einer Beihilfe oder eines Auftrags finanziert werden, gehören nicht zu den zulässigen Ausgaben.

Die Subvention "Horizon Europe" deckt die zulässigen Ausgaben vollständig. Ihr Betrag darf jedoch zehntausend Euro nicht überschreiten, wenn der Koordinator des Projekts ein zugelassenes Forschungszentrum, eine Universitäts- oder Hochschuleinheit ist. Dieser Betrag wird auf zwölftausend Euro erhöht, wenn der Koordinator des Projekts ein Klein- oder Mittelunternehmen ist.

**Art. 7** - Wenn der Projektträger ein Klein- bzw. Mittelunternehmen ist und das Projekt im Sinne von Artikel 24 der Beteiligungsregeln für das 7. Rahmenprogramm nicht koordiniert, sind die zulässigen Ausgaben diejenigen, die er spezifisch für die Vorbereitung, Hinterlegung und Verhandlung des Projekts tätigt, wobei diese Ausgaben auf folgende Posten beschränkt sind:

1° die Entlohnung des mit dem Sekretariat beauftragten Personals des Projektträgers oder des mit dem Sekretariat beauftragten auswärtigen Personals für einen Pauschalbetrag von dreitausendfünfhundert Euro;

2° die sonstigen Sekretariatskosten für einen Pauschalbetrag von dreihundertfünfzig Euro;

3° die Kosten für Übersetzungen, die der Projektträger in Ausführung eines Dienstleistungsvertrags ausfertigen lässt;

4° die Kosten für die Dienstleistungen im juristischen Bereich, die der Projektträger im Rahmen eines Dienstleistungsvertrags durchführen lässt;

5° die Kosten für die Dienstfahrten in Belgien der Personalmitglieder des Projektträgers, wobei diese aufgrund der einschlägigen wallonischen Regelungen festgelegt werden;

6° mit Ausnahme der internationalen Kolloquien, die Kosten für Auslandsmissionen von höchstens zwei Personalmitgliedern des Projektträgers, d.h.

a) die Fahrt- bzw. Reisekosten;

b) die Übernachtungskosten in Höhe von höchstens zwei Übernachtungen und die Frühstückskosten;

c) die Verpflegungskosten, die dem "per diem"-Betrag entsprechen, der durch die wallonische Regelung in Sachen Auslandsmissionen gewährt wird.

Die oben angeführten Elemente, die durch irgend eine belgische, ausländische oder internationale Einrichtung öffentlichen Rechts in Form von einer Beihilfe oder eines Auftrags finanziert werden, gehören nicht zu den zulässigen Ausgaben.

Die Subvention "Horizon Europe" deckt die zulässigen Ausgaben vollständig. Ihr Betrag ist jedoch auf siebentausend Euro begrenzt.

**Art. 8** - Wenn der Projektträger ein zugelassenes Forschungszentrum, eine Universitätseinheit oder eine Hochschuleinheit ist und das Projekt im Sinne von Artikel 24 der Beteiligungsregeln für das 7. Rahmenprogramm nicht koordiniert, sind die zulässigen Ausgaben diejenigen, die er spezifisch für die Vorbereitung, Hinterlegung und Verhandlung des Projekts tätigt, wobei diese Ausgaben auf folgende Posten beschränkt sind:

1° die Entlohnung des mit dem Sekretariat beauftragten Personals des Projektträgers oder des mit dem Sekretariat beauftragten auswärtigen Personals für einen Pauschalbetrag von eintausendsiebenhundertfünfzig Euro;

2° die sonstigen Sekretariatskosten für einen Pauschalbetrag von einhundertfünfundsiebzig Euro;

3° die Kosten für Übersetzungen, die der Projektträger in Ausführung eines Dienstleistungsvertrags ausfertigen lässt;

4° die Kosten für die Dienstleistungen im juristischen Bereich, die der Projektträger im Rahmen eines Dienstleistungsvertrags durchführen lässt;

5° die Kosten für die Dienstfahrten in Belgien der Personalmitglieder des Projektträgers, wobei diese aufgrund der einschlägigen wallonischen Regelungen festgelegt werden;

6° mit Ausnahme der internationalen Kolloquien, die Kosten für Auslandsmissionen von höchstens zwei Personalmitgliedern des Projektträgers, d.h.

a) die Fahrt- bzw. Reisekosten;

b) die Übernachtungskosten in Höhe von höchstens zwei Übernachtungen und die Frühstückskosten;

c) die Verpflegungskosten, die dem "per diem"-Betrag entsprechen, der durch die wallonische Regelung in Sachen Auslandsmissionen gewährt wird.

Die oben angeführten Elemente, die durch irgend eine belgische, ausländische oder internationale Einrichtung öffentlichen Rechts in Form von einer Beihilfe oder eines Auftrags finanziert werden, gehören nicht zu den zulässigen Ausgaben.

Die Subvention "Horizon Europe" deckt die zulässigen Ausgaben vollständig. Ihr Betrag ist jedoch auf dreitausendfünfhundert Euro begrenzt.

**Art. 9** - § 1. Innerhalb von 240 Tagen nach dem Datum der Hinterlegung des Projekts bei den europäischen Behörden oder den Behörden, von denen es abhängt, schickt der Projektträger der Verwaltung einen Antrag auf Subvention "Horizon Europe", in dem das Folgende enthalten ist:

1. sein Name, seine Rechtsform, seine Anschrift und seine Bankkontonummer sowie die Angaben der falls notwendig zu kontaktierenden Person;

2. eine Abschrift des hinterlegten Projekts, das insbesondere die Bezeichnung der betreffenden Maßnahme der Europäischen Union aufweist;

3. eine Bescheinigung des Datums der Hinterlegung des Projekts, die von den europäischen Behörden oder den Behörden, von denen das Projekt abhängt, stammt;

4. eine Forderungsanmeldung, in der die getätigten Ausgaben detailliert angegeben werden sowie ggf. folgende Belege:

a) die Rechnungen für die Übersetzungskosten;

b) die Auflistung der Fahrtkosten in Belgien;

c) die Rechnungen für Auslandsreisen, einschließlich der Belege für die Anzahl der Übernachtungen;

d) die Rechnungen für die Dienstleistungen im juristischen Bereich.

Die Verwaltung untersucht den Antrag auf der Grundlage der einfachen Kopie der Belege. Wenn die Verwaltung es fordert, muss der Projektträger jedoch die Originale seiner Belege übermitteln.

§ 2. In Abweichung von § 1 wird die in demselben Paragraphen vorgesehene Frist von 240 Tagen auf 360 Tage erhöht, wenn das Projekt durch die europäischen Behörden oder die Behörden, von denen es abhängt, in zwei Stufen bewertet und ausgewählt wird.

**Art. 10** - Unmittelbar nach Eingang einer in Artikel 9 angeführten Akte bei der Verwaltung, lässt diese dem Projektträger eine Empfangsbestätigung zukommen. Hat der Projektträger die in demselben Artikel erwähnte Frist missachtet, teilt sie ihm mit, dass sie seine Akte nicht berücksichtigen kann.

Innerhalb von sechzig Tagen nach dem ordnungsgemäßen Eingang der Akte bestimmt die Verwaltung die zulässigen Ausgaben auf der Grundlage der Informationen der Akte. Anschließend geht sie zur Ausbezahlung der Subvention "Horizon Europe" über.

### KAPITEL III. — Die Subventionen "Horizon Europe" in Bezug auf Eureka

**Art. 11** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt die Regierung "Horizon Europe" genannte Subventionen, die bestimmte Ausgaben decken, die getätigt werden, um bestimmte durch die europäischen Programme betroffene Projekte vorzubereiten, zu hinterlegen und zu verhandeln, dies um das Eureka-Gütezeichen zu erhalten.

**Art. 12** - Die Projektträger, die in Artikel 11 erwähnte Subventionen in Anspruch nehmen, sind folgende:

1. die Klein- und Mittelunternehmen;
2. die zugelassenen Forschungszentren;
3. die Universitätseinheiten;
4. die Hochschuleinheiten.

**Art. 13** - Ein Projektträger kann eine Subvention "Horizon Europe" in Anspruch nehmen, um jegliches Projekt vorzubereiten, zu hinterlegen und zu verhandeln, das den folgenden Bedingungen genügt:

1. das Projekt wird bei dem Sekretariat von Eureka hinterlegt, um das Eureka-Gütezeichen zu erhalten;
2. der Projektträger nimmt für dieses Projekt keine Beihilfe in Anspruch, die ganz oder teilweise einen identischen oder vergleichbaren Gegenstand wie denjenigen der Subvention "Horizon Europe" hat und die durch irgend eine belgische, ausländische oder internationale Einrichtung öffentlichen Rechts gewährt wird.

**Art. 14** - Wenn der Projektträger ein Klein- bzw. Mittelunternehmen, ein zugelassenes Forschungszentrum oder eine Hochschuleinheit ist, kann er nicht mehr als zwei Subventionen "Horizon Europe", die Projekte betreffen, die beim Eureka-Sekretariat im Laufe eines und desselben Kalenderjahres hinterlegt werden, in Anspruch nehmen.

In Abweichung vom vorigen Absatz wird die Grenze bei einer Fusion von zugelassenen Forschungszentren auf vier Subventionen "Horizon Europe" festgesetzt, die Projekte betreffen, die beim Eureka-Sekretariat im Laufe eines und desselben Kalenderjahres hinterlegt werden.

**Art. 15** - Wenn der Projektträger der Hauptpartner des Projekts im Sinne von Eureka ist, sind die zulässigen Ausgaben diejenigen, die er spezifisch für die Vorbereitung, Hinterlegung und Verhandlung des Projekts tätigt, wobei diese Ausgaben auf folgende Posten beschränkt sind:

1° die Entlohnung des mit dem Sekretariat beauftragten Personals des Projektträgers oder des mit diesem Sekretariat beauftragten auswärtigen Personals, dies in Höhe eines Pauschalbetrags von fünftausend Euro, wenn der Hauptpartner des Projekts ein zugelassenes Forschungszentrum, eine Universitäts- oder Hochschuleinheit ist. Dieser Betrag wird auf siebentausend Euro erhöht, wenn der Hauptpartner des Projekts ein Klein- oder Mittelunternehmen ist;

2° die sonstigen Sekretariatskosten für einen Pauschalbetrag von fünfhundert Euro;

3° die Kosten für Übersetzungen, die der Projektträger in Ausführung eines Dienstleistungsvertrags ausfertigen lässt;

4° die Kosten für die Dienstleistungen im juristischen Bereich, die der Projektträger im Rahmen eines Dienstleistungsvertrags durchführen lässt;

5° die Kosten für die Dienstfahrten in Belgien der Personalmitglieder des Projektträgers, wobei diese aufgrund der einschlägigen wallonischen Regelungen festgelegt werden;

6° mit Ausnahme der internationalen Kolloquien, die Kosten für Auslandsmissionen von höchstens zwei Personalmitgliedern des Projektträgers, d.h.

a) die Fahrt- bzw. Reisekosten;

b) die Übernachtungskosten in Höhe von höchstens zwei Übernachtungen und die Frühstückskosten;

c) die Verpflegungskosten, die dem "per diem"-Betrag entsprechen, der durch die wallonische Regelung in Sachen Auslandsmissionen gewährt wird.

Die oben angeführten Elemente, die durch irgend eine belgische, ausländische oder internationale Einrichtung öffentlichen Rechts in Form von einer Beihilfe oder eines Auftrags finanziert werden, gehören nicht zu den zulässigen Ausgaben.

Die Subvention "Horizon Europe" deckt die zulässigen Ausgaben vollständig. Ihr Betrag darf jedoch zehntausend Euro nicht überschreiten, wenn der Hauptpartner des Projekts ein zugelassenes Forschungszentrum, eine Universitäts- oder Hochschuleinheit ist. Dieser Betrag wird auf zwölftausend Euro erhöht, wenn der Hauptpartner des Projekts ein Klein- oder Mittelunternehmen ist.

**Art. 16** - Wenn der Projektträger ein Klein- oder Mittelunternehmen ist und nicht der Hauptpartner des Projekts im Sinne von Eureka ist, sind die zulässigen Ausgaben diejenigen, die er spezifisch für die Vorbereitung, Hinterlegung und Verhandlung des Projekts tätigt, wobei diese Ausgaben auf folgende Posten beschränkt sind:

1° die Entlohnung des mit dem Sekretariat beauftragten Personals des Projektträgers oder des mit dem Sekretariat beauftragten auswärtigen Personals für einen Pauschalbetrag von dreitausendfünfhundert Euro;

2° die sonstigen Sekretariatskosten für einen Pauschalbetrag von dreihundertfünfzig Euro;

3° die Kosten für Übersetzungen, die der Projektträger in Ausführung eines Dienstleistungsvertrags ausfertigen lässt;

4° die Kosten für die Dienstleistungen im juristischen Bereich, die der Projektträger im Rahmen eines Dienstleistungsvertrags durchführen lässt;

5° die Kosten für die Dienstfahrten in Belgien der Personalmitglieder des Projektträgers, wobei diese aufgrund der einschlägigen wallonischen Regelungen festgelegt werden;

6° mit Ausnahme der internationalen Kolloquien, die Kosten für Auslandsmissionen von höchstens zwei Personalmitgliedern des Projektträgers, d.h.

a) die Fahrt- bzw. Reisekosten;

b) die Übernachtungskosten in Höhe von höchstens zwei Übernachtungen und die Frühstückskosten;



c) die Verpflegungskosten, die dem "per diem"-Betrag entsprechen, der durch die wallonische Regelung in Sachen Auslandsmissionen gewährt wird.

Die oben angeführten Elemente, die durch irgend eine belgische, ausländische oder internationale Einrichtung öffentlichen Rechts in Form von einer Beihilfe oder eines Auftrags finanziert werden, gehören nicht zu den zulässigen Ausgaben.

Die Subvention "Horizon Europe" deckt die zulässigen Ausgaben vollständig. Ihr Betrag ist jedoch auf siebentausend Euro begrenzt.

**Art. 17** - Wenn der Projektträger ein zugelassenes Forschungszentrum oder eine Universitäts- oder Hochschuleinheit ist und nicht der Hauptpartner des Projekts im Sinne von Eureka ist, sind die zulässigen Ausgaben diejenigen, die er spezifisch für die Vorbereitung, Hinterlegung und Verhandlung des Projekts tätigt, wobei diese Ausgaben auf folgende Posten beschränkt sind:

1° die Entlohnung des mit dem Sekretariat beauftragten Personals des Projektträgers oder des mit dem Sekretariat beauftragten auswärtigen Personals für einen Pauschalbetrag von eintausendsiebenhundertfünfzig Euro;

2° die sonstigen Sekretariatskosten für einen Pauschalbetrag von einhundertfünfundsiebzig Euro;

3° die Kosten für die Übersetzungen, die der Projektträger im Rahmen eines Dienstleistungsvertrags durchführen lässt;

4° die Kosten für die Dienstleistungen im juristischen Bereich, die der Projektträger im Rahmen eines Dienstleistungsvertrags durchführen lässt;

5° die Kosten für die Dienstfahrten in Belgien der Personalmitglieder des Projektträgers, wobei diese aufgrund der einschlägigen wallonischen Regelungen festgelegt werden;

6° mit Ausnahme der internationalen Kolloquien, die Kosten für Auslandsmissionen von höchstens zwei Personalmitgliedern des Projektträgers, d.h.

a) die Fahrt- bzw. Reisekosten;

b) die Übernachtungskosten in Höhe von höchstens zwei Übernachtungen und die Frühstückskosten;

c) die Verpflegungskosten, die dem "per diem"-Betrag entsprechen, der durch die wallonische Regelung in Sachen Auslandsmissionen gewährt wird.

Die oben angeführten Elemente, die durch irgend eine belgische, ausländische oder internationale Einrichtung öffentlichen Rechts in Form von einer Beihilfe oder eines Auftrags finanziert werden, gehören nicht zu den zulässigen Ausgaben.

Die Subvention "Horizon Europe" deckt die zulässigen Ausgaben vollständig. Ihr Betrag ist jedoch auf dreitausendfünfhundert Euro begrenzt.

**Art. 18** - Innerhalb von 240 Tagen nach dem Datum der Hinterlegung des Projekts bei dem Eureka-Sekretariat schickt der Projektträger der Verwaltung einen Antrag auf Subvention "Horizon Europe", in dem das Folgende enthalten ist:

1. sein Name, seine Rechtsform, seine Anschrift und seine Bankkontonummer sowie die Angaben der falls notwendig zu kontaktierenden Person;

2. eine Kopie des bei dem Eureka-Sekretariat hinterlegten Projektes;

3. eine Bescheinigung bezüglich des Datums der Hinterlegung des Projektes bei dem Eureka-Sekretariat;

4. eine Forderungsanmeldung, in der die getätigten Ausgaben detailliert angegeben werden sowie ggf. folgende Belege:

a) die Rechnungen für die Übersetzungskosten;

b) die Auflistung der Fahrtkosten in Belgien;

c) die Rechnungen für Auslandsreisen, einschließlich der Belege für die Anzahl der Übernachtungen;

d) die Rechnungen für die Dienstleistungen im juristischen Bereich.

Die Verwaltung untersucht den Antrag auf der Grundlage der einfachen Kopie der Belege.

Wenn die Verwaltung es fordert, muss der Projektträger jedoch die Originale seiner Belege übermitteln.

**Art. 19** - Unmittelbar nach Eingang einer in Artikel 18 angeführten Akte bei der Verwaltung, lässt diese dem Projektträger eine Empfangsbestätigung zukommen. Hat der Projektträger die in demselben Artikel erwähnte Frist missachtet, teilt sie ihm mit, dass sie seine Akte nicht berücksichtigen kann.

Innerhalb von sechzig Tagen nach dem ordnungsgemäßen Eingang der Akte bestimmt die Verwaltung die zulässigen Ausgaben auf der Grundlage der Informationen der Akte. Anschließend geht sie zur Ausbezahlung der Subvention "Horizon Europe" über.

#### KAPITEL IV — Vollmachtserteilung

**Art. 20** - Der Generaldirektor der Verwaltung wird bevollmächtigt, um die Ausgaben für die in dem vorliegenden Erlass angeführten Subventionen festzulegen, zu genehmigen und anzuordnen.

#### KAPITEL V — Schlussbestimmungen

**Art. 21** - Endet eine Frist entweder zwischen dem 1. Juli und dem 31. August oder zwischen dem 21. Dezember und dem 31. Dezember, so wird das Ende dieser Frist auf den 30. September bzw. 31. Januar, der unmittelbar auf den vorerwähnten Zeitraum folgt, verlegt.

Wenn eine Frist an einem Samstag, einem Sonntag oder einem gesetzlichen Feiertag endet, wird das Ende der Frist auf den unmittelbar folgenden Werktag verlegt.

**Art. 22** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. März 1998 über die Subventionen für die Vorbereitung und die Hinterlegung von europäischen Forschungsprojekten wird aufgehoben.

**Art. 23** - Der vorliegende Erlass wird am 26. November 2008 wirksam.

**Art. 24** - Der Minister der Forschung und der neuen Technologien wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,  
Frau M.-D. SIMONET

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 466

[2009/200413]

**12 DECEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toelagen "Horizon Europe" met betrekking tot de voorbereiding, de indiening en de onderhandeling van onderzoeks-, ontwikkelings- of innovatieprojecten in het kader van internationale samenwerkingsverbanden**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië, inzonderheid op de artikelen 107 en 108;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 1998 waarbij toelagen worden verleend voor de voorbereiding en de indiening van Europese onderzoeksprojecten, gewijzigd bij de besluiten van 16 oktober 2003 en 15 april 2005;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 juli 2008 en 16 oktober 2008;

Gelet op de instemmingen van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juli 2008 en 23 oktober 2008;

Gelet op advies van de Raad voor Wetenschapsbeleid, gegeven op 18 september 2008, en bekrachtigd door de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest) op 29 september 2008;

Gelet op het advies nr. 45.432/4 van de Raad van State, gegeven op 1 december 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> "het decreet" : het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië;

2<sup>o</sup> "bestuur" : de administratieve diensten van de Regering belast met de acties van het Waalse Gewest inzake nieuwe technologieën en onderzoek;

3<sup>o</sup> "de Europese programma's" : de Europese programma's die toelagen verlenen overeenkomstig :

a. 7e kaderprogramma, namelijk het programma bedoeld bij Verordening nr. 1982/2006/EG van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2006 betreffende het zevende kaderprogramma van de Europese Gemeenschap voor acties op het gebied van onderzoek, technologische ontwikkeling en demonstratie (2007-2013);

b. Gezamenlijke technologie-initiatieven, namelijk de publiek-private samenwerkingen op lange termijn, aangenomen op basis van artikel 171 van het EU-Verdrag of op basis van de beslissingen tot vaststelling van de specifieke programma's overeenkomstig artikel 166, § 3, van het UE-Verdrag en bedoeld in bijlage 1 van Verordening nr. 1982/2006/EG van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2006 betreffende het zevende kaderprogramma van de Europese Gemeenschap voor acties op het gebied van onderzoek, technologische ontwikkeling en demonstratie (2007-2013);

c. Era-Net, namelijk de coördinatieprogramma's van de niet-communautaire onderzoeksprogramma's bedoeld in bijlage 1 van Verordening nr. 1982/2006/EG van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2006 betreffende het zevende kaderprogramma van de Europese Gemeenschap voor acties op het gebied van onderzoek, technologische ontwikkeling en demonstratie (2007-2013);

d. onderzoeksprogramma's uitgevoerd door de Europese overheden op basis van artikel 169 van het EU-Verdrag, waaraan het Waalse Gewest deelneemt, en bedoeld in bijlage 1 van Verordening nr. 1982/2006/EG van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2006 betreffende het zevende kaderprogramma van de Europese Gemeenschap voor acties op het gebied van onderzoek, technologische ontwikkeling en demonstratie (2007-2013);

4<sup>o</sup> "Eurêka" : het intergouvernementeel initiatief "Eurêka" bedoeld bij de verklaring van Hannover van 6 november 1985;

5<sup>o</sup> "de promotor" : één of meerdere rechtspersonen die krachtens het decreet gemachtigd zijn om steun aan te vragen;

6<sup>o</sup> "kleine onderneming", "middelgrote onderneming", "universitaire afdeling", "afdeling van een hogeschool", "erkend onderzoekscentrum", "internationale samenwerkingsverbanden" : deze woorden zoals bepaald in het decreet;

7<sup>o</sup> "deelnemingsvoorwaarden van het 7e kaderprogramma" : de regels vermeld in Verordening (EG) nr. 1906/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2006 tot vaststelling van de regels voor de deelname van ondernemingen, onderzoekscentra en universiteiten aan acties op grond van het zevende kaderprogramma, en voor de verspreiding van onderzoeksresultaten (2007-2013).

HOOFDSTUK II. — *Toelagen "Horizon Europe" betreffende de Europese programma's*

**Art. 2.** Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten verleent de Regering toelagen, "Horizon Europe" genoemd, tot dekking van sommige gedane uitgaven om de bij de Europese programma's bedoelde projecten voor te bereiden, in te dienen en te onderhandelen.

**Art. 3.** De begunstigde promotors van de in artikel 2 bedoelde toelagen zijn :

1<sup>o</sup> de kleine en middelgrote ondernemingen;

2<sup>o</sup> de erkende onderzoekscentra;

3<sup>o</sup> de universitaire afdelingen;

4<sup>o</sup> de afdelingen van hogescholen.

**Art. 4.** § 1. Een promotor kan een toelage "Horizon Europe" ontvangen voor de voorbereiding, de indiening en de onderhandeling van elk project dat aan de volgende voorwaarden beantwoordt :

1. het project wordt ingediend bij de Europese overheden of bij de overheden waaronder het project ressorteert als antwoord op een oproep tot indiening van voorstellen door deze overheden in het kader van één van de in artikel 1, 3°, a), b), c), of d) bedoelde programma's;

2. de promotor komt niet in aanmerking, voor dit project, voor een steun die geheel of gedeeltelijk eenzelfde of soortgelijk doel heeft als het doel van de toelage "Horizon Europe" die door een of andere Belgische, buitenlandse of internationale entiteit van publiek recht wordt toegekend;

3. als het een oproep om voorstellen in het kader van het zevende kaderprogramma betreft, voldoet het project aan de volgende twee voorwaarden :

a) het project behoort ofwel tot het specifieke programma "Samenwerking" met uitzondering van het deel "Socio-economische en geesteswetenschappen", ofwel tot het specifieke programma "Capaciteiten" voor het deel "Onderzoek ten voordele van K.M.O.'s" en "Onderzoek voor K.M.O. organisaties";

b) het project behoort tot de financieringsschema's of instrumenten "Collaboratieve projecten", "Coördinatie- en ondersteuningsacties" of "Projecten voor specifieke groepen, zoals de "Projecten K.M.O.'s", met uitzondering van de "Topnetwerken".

§ 2. Indien eenzelfde project wordt geëvalueerd en geselecteerd door de Europese overheden of door de overheden waaronder het project in twee stappen ressorteert, mag de promotor enkel één toelage "Horizon Europe" voor beide stappen ontvangen.

**Art. 5.** Wanneer de promotor een kleine of middelgrote onderneming, een erkend onderzoekscentrum of een afdeling van een hogeschool is, mag hij niet meer dan twee toelagen "Horizon Europe" ontvangen voor projecten voorgelegd als antwoord op eenzelfde oproep om voorstellen betreffende een activiteit van een Europees programma.

In afwijking van vorig lid, bij fusie van erkende onderzoekscentra, worden hoogstens vier toelagen "Horizon Europe" verleend voor projecten voorgelegd als antwoord op eenzelfde oproep om voorstellen betreffende een activiteit van een Europees programma.

**Art. 6.** Wanneer de promotor de coördinator van het project is in de zin van artikel 24 van de deelnemingsvoorwaarden van het 7e kaderprogramma, zijn de toelaatbare uitgaven die welke hij specifiek voorlegt om het project voor te bereiden, in te dienen en te onderhandelen, beperkt tot volgende bestanddelen :

1° de bezoldiging van het personeel van de promotor dat het secretariaat verzorgt of van het externe personeel dat datzelfde secretariaat verzorgt, voor een forfaitair bedrag van 5.000 euro wanneer de coördinator van het project een erkend onderzoekscentrum, een universitaire afdeling of een afdeling van hogescholen is. Dit bedrag wordt verhoogd tot 7.000 euro wanneer de coördinator van het project een kleine of middelgrote onderneming is;

2° de andere secretariaatskosten, voor een forfaitair bedrag van 500 euro;

3° de kosten van vertalingen die de promotor laat verrichten ter uitvoering van een dienstencontract;

4° de kosten voor juridische prestaties die de promotor laat verrichten ter uitvoering van een dienstencontract;

5° de reiskosten voor verplaatsingen die de personeelsleden van de promotor in België maken, berekend overeenkomstig de Waalse regelgeving inzake rondreiskosten;

6° met uitzondering van de internationale colloquia, de kosten voor een opdracht in het buitenland van maximum twee personeelsleden van de promotor, met name :

a) de reiskosten;

b) de verblijfkosten, ten belope van hoogstens 2 overnachtingen, en de ontbijtkosten;

c) de restauratiekosten, bestaande uit de "per diem" bedoeld bij de Waalse regelgeving inzake buitenlandse dienststreizen.

De hiervoor aangegeven bestanddelen die gefinancierd zijn in de vorm van een tegemoetkoming of een opdracht vanwege een Belgische, buitenlandse of internationale entiteit van publiek recht maken niet deel uit van de toelaatbare uitgaven.

De toelage "Horizon Europe" dekt in totaal de toelaatbare uitgaven. Wanneer de coördinator van het project een erkend onderzoekscentrum, een universitaire afdeling of een afdeling van hogescholen is, mag het bedrag ervan niet meer bedragen dan tienduizend euro. Dit bedrag wordt verhoogd tot 12.000 euro wanneer de coördinator van het project een kleine of middelgrote onderneming is.

**Art. 7.** Wanneer de promotor een kleine of middelgrote onderneming is en niet de coördinator van het project in de zin van artikel 24 van de deelnemingsvoorwaarden van het 7e kaderprogramma, zijn de toelaatbare uitgaven die welke hij specifiek voorlegt om het project voor te bereiden, in te dienen en te onderhandelen, beperkt tot volgende bestanddelen :

1° de bezoldiging van het personeel van de promotor dat het secretariaat verzorgt of van het externe personeel dat datzelfde secretariaat verzorgt, voor een forfaitair bedrag van 3.500 euro;

2° de andere secretariaatskosten, voor een forfaitair bedrag van 350 euro;

3° de kosten van vertalingen die de promotor laat verrichten ter uitvoering van een dienstencontract;

4° de kosten voor juridische prestaties die de promotor laat verrichten ter uitvoering van een dienstencontract;

5° de reiskosten voor verplaatsingen die de personeelsleden van de promotor in België maken, berekend overeenkomstig de Waalse regelgeving inzake rondreiskosten;

6° met uitzondering van de internationale colloquia, de kosten voor een opdracht in het buitenland van maximum twee personeelsleden van de promotor, met name :

a) de reiskosten;

b) de verblijfkosten, ten belope van hoogstens 2 nachten, en de ontbijtkosten;

c) de restauratiekosten, bestaande uit de "per diem" bedoeld bij de Waalse regelgeving inzake buitenlandse dienststreizen.

De hiervoor aangegeven bestanddelen die gefinancierd zijn in de vorm van een tegemoetkoming of een opdracht vanwege een Belgische, buitenlandse of internationale entiteit van publiek recht maken niet deel uit van de toelaatbare uitgaven.

De toelage "Horizon Europe" dekt in totaal de toelaatbare uitgaven. Het bedrag ervan mag niet meer bedragen dan 7.000 euro.

**Art. 8.** Wanneer de promotor een erkend onderzoekscentrum, een universitair afdeling of een afdeling van een hogeschool is en niet de coördinator van het project is in de zin van artikel 24 van de deelnemingsvoorwaarden van het 7e kaderprogramma, zijn de toelaatbare uitgaven die welke hij specifiek voorlegt om het project voor te bereiden, in te dienen en te onderhandelen, beperkt tot volgende bestanddelen :

1° de bezoldiging van het personeel van de promotor dat het secretariaat verzorgt of van het externe personeel dat datzelfde secretariaat verzorgt, voor een forfaitair bedrag van 1.750 euro;

2° de andere secretariaatskosten, voor een forfaitair bedrag van 175 euro;

3° de kosten van vertalingen die de promotor laat verrichten ter uitvoering van een dienstencontract;

4° de kosten voor juridische prestaties die de promotor laat verrichten ter uitvoering van een dienstencontract;

5° de reiskosten voor verplaatsingen die de personeelsleden van de promotor in België maken, berekend overeenkomstig de Waalse regelgeving inzake rondreiskosten;

6° met uitzondering van de internationale colloquia, de kosten voor een opdracht in het buitenland van maximum twee personeelsleden van de promotor, met name :

a) de reiskosten;

b) de verblijfkosten, ten belope van hoogstens 2 nachten, en de ontbijtkosten;

c) de restauratiekosten, bestaande uit de "per diem" bedoeld bij de Waalse regelgeving inzake buitenlandse dienststreizen.

De hiervoor aangegeven bestanddelen die gefinancierd zijn in de vorm van een tegemoetkoming of een opdracht vanwege een Belgische, buitenlandse of internationale entiteit van publiek recht maken niet deel uit van de toelaatbare uitgaven.

De toelage "Horizon Europe" dekt in totaal de toelaatbare uitgaven. Het bedrag ervan mag niet meer bedragen dan 3.500 euro.

**Art. 9. § 1.** Binnen 240 dagen volgend op de datum van indiening van het project bij de Europese overheden of de overheden waaronder het project ressorteert, richt de promotor een aanvraag om een toelage "Horizon Europe" aan het bestuur met vermelding van :

1. zijn naam, rechtsvorm, adres, het nummer van zijn bankrekening en de personalia van de desnoods te contacteren persoon;

2. een afschrift van het ingediende project waarin o.a. de bedoelde actie van de Europese Gemeenschap wordt vermeld;

3. een bewijs van de datum van indiening van het project door de Europese overheden of de overheden waaronder het project ressorteert;

4. een schuldvorderingsverklaring waarin de voorgelegde toelaatbare uitgaven nader worden bepaald, in voorkomend geval vergezeld van de volgende bewijsstukken :

a) de facturen van de vertaalkosten;

b) de lijst van de reiskosten voor verplaatsingen in België;

c) de facturen van verplaatsingen in het buitenland, vergezeld van documenten ter bevestiging van het aantal overnachtingen;

d) de facturen van juridische prestaties.

Het bestuur behandelt de aanvraag op basis van een gewoon afschrift van de bewijsstukken. Op verzoek van het bestuur is de promotor evenwel ertoe gehouden zijn originele bewijsstukken over te maken.

§ 2. In afwijking van § 1, wordt de termijn van 240 dagen bedoeld in dezelfde paragraaf gebracht op 360 dagen wanneer het project wordt geëvalueerd en geselecteerd door de Europese overheden of door de overheden waaronder het project in twee stappen ressorteert.

**Art. 10.** Zodra het bestuur een in artikel 9 bedoeld dossier ontvangt, richt ze een ontvangstbewijs aan de promotor. Als de promotor de voorgeschreven termijn niet in acht heeft genomen, laat ze hem weten dat ze het dossier niet in aanmerking kan nemen.

Binnen zestig dagen na de regelmatige ontvangst van het dossier bepaalt het bestuur de toelaatbare uitgaven op grond van de gegevens van het dossier en laat ze de toelage "Horizon Europe" uitbetalen.

#### HOOFDSTUK III. — Toelagen "Horizon Europe" met betrekking tot "Eurêka"

**Art. 11.** Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten verleent de Regering toelagen, "Horizon Europe" genoemd, tot dekking van sommige gedane uitgaven om sommige projecten voor te bereiden, in te dienen en te onderhandelen om een "Eurêka-label" te verkrijgen.

**Art. 12.** De begunstigde promotors van de in artikel 11 bedoelde subsidies zijn :

1. de kleine en middelgrote ondernemingen;

2. de erkende onderzoekscentra;

3. de universitaire afdelingen;

4. de afdelingen van hogescholen.

**Art. 13.** Een promotor kan een toelage "Horizon Europe" ontvangen voor de voorbereiding, de indiening en de onderhandeling van elk project dat aan de volgende voorwaarden beantwoordt :

1. het project wordt ingediend bij het "Eurêka-secretariaat" om het "Eurêka-label" te verkrijgen;

2. de promotor komt niet in aanmerking, voor dit project, voor een steun die geheel of gedeeltelijk eenzelfde of soortgelijk doel heeft als het doel van de subsidie "Horizon Europe" en dat door een of andere Belgische, buitenlandse of internationale entiteit van publiek recht wordt toegekend.

**Art. 14.** Wanneer de promotor een kleine of middelgrote onderneming, een erkend onderzoekscentrum of een afdeling van een hogeschool is, mag hij niet meer dan twee toelagen "Horizon Europe" ontvangen voor projecten voorgelegd bij het "Eurêka-secretariaat" in de loop van hetzelfde kalenderjaar.

In afwijking van vorig lid, bij fusie van erkende onderzoekscentra, worden hoogstens vier toelagen "Horizon Europe" verleend voor projecten voorgelegd bij het "Eurêka-Secretariaat" in de loop van hetzelfde kalenderjaar.

**Art. 15.** Wanneer de promotor de hoofdpartner van het project is in de zin van "Eurêka", zijn de toelaatbare uitgaven die welke hij specifiek voorlegt om het project voor te bereiden, in te dienen en te onderhandelen, beperkt tot volgende bestanddelen :

1° de bezoldiging van het personeel van de promotor dat het secretariaat verzorgt of van het externe personeel dat datzelfde secretariaat verzorgt, voor een forfaitair bedrag van 5.000 euro wanneer de hoofdpartner van het project een erkend onderzoekcentrum, een universitaire afdeling of een afdeling van hogescholen is. Dit bedrag wordt verhoogd tot 7.000 euro wanneer de hoofdpartner van het project een kleine of middelgrote onderneming is;

2° de andere secretariaatskosten, voor een forfaitair bedrag van 500 euro;

3° de kosten van vertalingen die de promotor laat verrichten ter uitvoering van een dienstencontract;

4° de kosten voor juridische prestaties die de promotor laat verrichten ter uitvoering van een dienstencontract;

5° de reiskosten voor verplaatsingen die de personeelsleden van de promotor in België maken, berekend overeenkomstig de Waalse regelgeving inzake rondreiskosten;

6° met uitzondering van de internationale colloquia, de kosten voor een opdracht in het buitenland van maximum twee personeelsleden van de promotor, met name :

a) de reiskosten;

b) de verblijfkosten, ten belope van hoogstens 2 overnachtingen, en de ontbijtkosten;

c) de restauratiekosten, bestaande uit de "per diem" bedoeld bij de Waalse regelgeving inzake buitenlandse dienststreizen.

De hiervoor aangegeven bestanddelen die gefinancierd zijn in de vorm van een tegemoetkoming of een opdracht vanwege een Belgische, buitenlandse of internationale entiteit van publiek recht maken niet deel uit van de toelaatbare uitgaven.

De toelage "Horizon Europe" dekt in totaal de toelaatbare uitgaven. Wanneer de hoofdpartner van het project een erkend onderzoekcentrum, een universitaire afdeling of een afdeling van hogescholen is mag het bedrag ervan niet meer bedragen dan tienduizend euro. Dit bedrag wordt verhoogd tot 12.000 euro wanneer de hoofdpartner van het project een kleine of middelgrote onderneming is.

**Art. 16.** Wanneer de promotor een kleine of middelgrote onderneming is en niet de hoofdpartner van het project in de zin van "Eurêka", zijn de toelaatbare uitgaven die welke hij specifiek voorlegt om het project voor te bereiden, in te dienen en te onderhandelen, beperkt tot volgende bestanddelen :

1° de bezoldiging van het personeel van de promotor dat het secretariaat verzorgt of van het externe personeel dat datzelfde secretariaat verzorgt, voor een forfaitair bedrag van 3.500 euro;

2° de andere secretariaatskosten, voor een forfaitair bedrag van 350 euro;

3° de kosten van vertalingen die de promotor laat verrichten ter uitvoering van een dienstencontract;

4° de kosten voor juridische prestaties die de promotor laat verrichten ter uitvoering van een dienstencontract;

5° de reiskosten voor verplaatsingen die de personeelsleden van de promotor in België maken, berekend overeenkomstig de Waalse regelgeving inzake rondreiskosten;

6° met uitzondering van de internationale colloquia, de kosten voor een opdracht in het buitenland van maximum twee personeelsleden van de promotor, met name :

a) de reiskosten;

b) de verblijfkosten, ten belope van hoogstens 2 overnachtingen, en de ontbijtkosten;

c) de restauratiekosten, bestaande uit de "per diem" bedoeld bij de Waalse regelgeving inzake buitenlandse dienststreizen.

De hiervoor aangegeven bestanddelen die gefinancierd zijn in de vorm van een tegemoetkoming of een opdracht vanwege een Belgische, buitenlandse of internationale entiteit van publiek recht maken niet deel uit van de toelaatbare uitgaven.

De toelage "Horizon Europe" dekt in totaal de toelaatbare uitgaven. Het bedrag ervan mag niet meer bedragen dan 7.000 euro.

**Art. 17.** Wanneer de promotor een erkend onderzoekcentrum of een universitaire afdeling of een afdeling van een hogeschool is en niet de hoofdpartner van het project in de zin van "Eurêka", zijn de toelaatbare uitgaven die welke hij specifiek voorlegt om het project voor te bereiden, in te dienen en te onderhandelen, beperkt tot volgende bestanddelen :

1° de bezoldiging van het personeel van de promotor dat het secretariaat verzorgt of van het externe personeel dat datzelfde secretariaat verzorgt, voor een forfaitair bedrag van 1.750 euro;

2° de andere secretariaatskosten, voor een forfaitair bedrag van 175 euro;

3° de kosten van vertalingen die de promotor laat verrichten ter uitvoering van een dienstencontract;

4° de kosten voor juridische prestaties die de promotor laat verrichten ter uitvoering van een dienstencontract;

5° de reiskosten voor verplaatsingen die de personeelsleden van de promotor in België maken, berekend overeenkomstig de Waalse regelgeving inzake rondreiskosten;

6° met uitzondering van de internationale colloquia, de kosten voor een opdracht in het buitenland van maximum twee personeelsleden van de promotor, met name :

a) de reiskosten;

b) de verblijfkosten, ten belope van hoogstens 2 overnachtingen, en de ontbijtkosten;

c) de restauratiekosten, bestaande uit de "per diem" bedoeld bij de Waalse regelgeving inzake buitenlandse dienststreizen.

De hiervoor aangegeven bestanddelen die gefinancierd zijn in de vorm van een tegemoetkoming of een opdracht vanwege een Belgische, buitenlandse of internationale entiteit van publiek recht maken niet deel uit van de toelaatbare uitgaven.

De toelage "Horizon Europe" dekt in totaal de toelaatbare uitgaven. Het bedrag ervan mag niet meer bedragen dan 3.500 euro.

**Art. 18.** Binnen 240 dagen volgend op de datum van indiening van het project bij het "Eurêka-secretariaat", richt de promotor een aanvraag om een toelage "Horizon Europe" aan het bestuur met vermelding van :

1. zijn naam, rechtsvorm, adres, het nummer van zijn bankrekening en de personalia van de desnoods te contacteren persoon;

2. een afschrift van het bij het "Eurêka-secretariaat" ingediend project;
3. een bewijs van de datum van indiening van het project bij het "Eurêka-secretariaat";
4. een schuldvorderingsverklaring waarin de voorgelegde toelaatbare uitgaven nader worden bepaald, in voorkomend geval vergezeld van de volgende bewijsstukken :
  - a) de facturen van de vertaalkosten;
  - b) de lijst van de reiskosten voor verplaatsingen in België;
  - c) de facturen van verplaatsingen in het buitenland, vergezeld van documenten ter bevestiging van het aantal overnachtingen;
  - d) de facturen van juridische prestaties.

Het bestuur behandelt de aanvraag op basis van een gewoon afschrift van de bewijsstukken.

Op verzoek van het bestuur is de promotor evenwel ertoe gehouden zijn originele bewijsstukken over te maken.

**Art. 19.** Zodra het bestuur een in artikel 18 bedoeld dossier ontvangt, richt ze een ontvangstbewijs aan de promotor. Als de promotor de voorgeschreven termijn niet in acht heeft genomen, laat ze hem weten dat ze het dossier niet in aanmerking kan nemen.

Binnen zestig dagen na de regelmatige ontvangst van het dossier bepaalt het bestuur de toelaatbare uitgaven op grond van de gegevens van het dossier en laat ze de toelage "Horizon Europe" uitbetalen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Overdracht van bevoegdheden*

**Art. 20.** De directeur-generaal wordt ertoe gemachtigd de toelaatbare uitgaven betreffende de bij dit besluit bedoelde toelagen vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

#### HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 21.** Indien een termijn verstrijkt, ofwel tussen 1 juli en 31 augustus, ofwel tussen 21 december en 31 december, dan wordt de vervalddag respectievelijk uitgesteld tot 30 september en 31 januari die onmiddellijk volgt op voornoemde periode.

Indien een termijn een zaterdag, een zondag of een feestdag verstrijkt, dan wordt de vervalddag uitgesteld tot de eerstkomende werkdag.

**Art. 22.** Het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 1998 waarbij toelagen worden verleend voor de voorbereiding en de indiening van Europese onderzoeksprojecten wordt opgeheven.

**Art. 23.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 26 november 2008.

**Art. 24.** De Minister van Onderzoek en Nieuwe Technologieën is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 12 december 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 467

[C - 2009/27028]

**19 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant le projet de révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz en vue de l'inscription de zones de loisirs, de zones agricoles, de zones forestières, de zones d'espaces verts, de zones naturelles et de zones de parc sur le territoire des communes d'Antoing, Brunehaut et Péruwelz**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 16 septembre 2004, du 15 avril 2005 et du 15 mai 2008;

Vu l'arrêté du 8 janvier 2008 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (CWATUP), notamment les articles 22, 29, 32, 35 à 41 et 42 à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu le plan de secteur Tournai-Leuze-Péruwelz, adopté par arrêté royal du 24 juillet 1981, révisé par un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 25 juillet 1991 (inscription du tracé de la Ligne LGV) et par un arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2003 (extension de la sablière Deviaenne);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 2006 (*Moniteur belge* du 30 juin 2006) décidant la mise en révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 44/3), adoptant l'avant-projet de révision de plan en vue de l'inscription d'une zone de loisirs, de zones de parc, de zones forestières, de zones d'espaces verts et de zones agricoles à Antoing et Péruwelz et le projet de contenu de l'étude d'incidences;

Considérant que la mise en révision du plan de secteur était motivée par le projet de création d'un Centre européen de sports de nature et de glisse par un consortium privé;

Considérant que dans son avis 06/A.542-AN, la Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) a fait part de ses remarques quant à l'avant-projet de révision du plan de secteur et au projet de contenu de l'étude d'incidences;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006 (*Moniteur belge* du 13 septembre 2006) décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision de plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 44/3) en vue de l'inscription d'une zone de loisirs, de zones de parc, de zones forestières, de zones d'espaces verts et de zones agricoles à Antoing et Péruwelz;

Considérant que l'ampleur et le degré de précision des informations que doit comprendre l'étude d'incidences ont été fixés après consultation de la CRAT, du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable (CWEDD), de la Division de la Nature et Forêts (DNF), de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement (DGRNE) du Ministère de la Région wallonne (MRW), du Parc naturel des Plaines de l'Escaut et des autorités transfrontalières concernées et sont annexés à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006;